



COOPERATION CAMEROUN – UNION EUROPEENNE
CAMEROON – EUROPEAN UNION COOPERATION



Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199
YAOUNDE - CAMEROUN



Fixe : +237 222 232 164
E-mail: info@cradec.org
Site web: www.cradec.org

Rapport

Atelier de Renforcement des Capacités des Analystes en Investigations Financières



Kribi - Cameroun, du 24 au 26 Septembre 2019



ADIN
Tél : 677 747 828;
mail: martsou@yahoo.com



AfroLeadership
BP: 16260 Yaoundé,
Tel : 699 99 70 93 - 671 05 05 71
Email : cmngounou@gmail.com
info@afroleadership.org



DMJ
Tel: 242 045 164 - 670 244 740
BP 31 564 Yaoundé,
email: dmj@dmjcm.org



• Transparency International-Cameroon (TI-C)
83, Rue 1839, Yaoundé II, Nouvelle Route Bastos,
B.P: 4562 Yaoundé.
Tel : 653 73 09 82 - 690 98 84 86
Email : lucainyassi@ti-cameroon.org
ou lucainyasso@yahoo.fr



Table des Matières

Table des matières.....	3
Introduction.....	4
Déroulement de la rencontre.....	5
Jour1.....	5
Jour 2.....	9
Jour 3.....	12
Conclusion et Perspectives.....	15
Annexes.....	17

Introduction

Le projet « Renforcement de la gouvernance budgétaire pour la fourniture des services de base durable dans le respect de la préservation de l'environnement » mis en œuvre par le Consortium Africa Development Interchange Network (ADIN), Afroleadership, Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC), Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ) et Transparency International Cameroon (TI-Cameroon), avec l'appui financier de l'Union Européenne a connu un temps fort du 24 au 26 septembre 2019. , à Kribi. Il s'agit de l'Atelier de Formation des «Analystes sur les investigations financières », prévu dans le cadre de la sensibilisation et le renforcement des capacités des OSC, des Collectivités Territoriales Décentralisées, des administrations et des médias.

L'objectif principal de l'Atelier était de former les participants à l'identification, la collecte, l'ouverture, l'analyse et l'interprétation des données économiques et financières du Cameroun/sous-région Afrique Centrale, en lien avec les échanges commerciaux internationaux à travers des bases de données existantes. De manière spécifique, il s'agissait de :

Expliquer et comprendre le contexte international et les échanges commerciaux, les accords économiques entre les Etats en général et le cas particulier du Cameroun ;

Identifier et expliquer les différentes conventions fiscales du Cameroun avec les partenaires ; les informations dont dispose le gouvernement sur les coûts et bénéfices issus de ces conventions ;

Présenter et explorer les sources indépendantes d'informations sur les échanges commerciaux du Cameroun, au-delà des informations dont dispose le gouvernement Camerounais ;

Donner aux participants, des outils d'identification des situations et de sources des flux financier illicite en matière de commerce international ;

Former les participants sur l'ouverture, l'exploitation, l'interprétation et la structuration des données, aux fins de produire des informations qualitatives et quantitatives sur les FFI en apport au commerce international ;

Engager les participants dans un processus d'analyse et de recherche sur les FFI dans les échanges commerciaux au Cameroun.

Au cours de cet atelier animé par des experts d'horizons divers, les présentations et les exercices ont été suivis d'intenses discussions qui ont abouti à des suggestions et à des recommandations.

Le présent rapport revient sur le déroulement de l'atelier et sur les recommandations formulées par les participants.

Déroulement de la rencontre

Connaissant une trentaine (30) de participants, l'atelier de formation **des Analystes en Investigations Financières** s'est déroulé du 24 au 26 septembre 2019 à Kribi. Il s'est organisé autour de trois grands axes :

1. Une session introductive ;
2. Une session de formation y compris les travaux de groupe ; d'où a résulté
3. Un ensemble de recommandations, résolutions et perspectives.

Jour 1 :

La 1^{ère} journée a connu la modération de Martin TSOUNKEU d'ADIN et a permis de poser les bases et fondamentaux nécessaires pour se lancer dans l'investigation financière en matière de FFI. Elle s'est voulue plus théorique parsemée d'échanges d'expérience.

Phase Introductive: Consortium (ADIN, AfroLeadership, CRADEC, DMJ et TI-C)

Réalisée par l'ensemble des membres du consortium, la présentation du projet dans sa durée (04 ans) ses objectifs, ses piliers (FFI, Transparence dans les marchés publics, exploitation responsable des ressources minières et ODD) et ses activités majeures a été effectuée pour comprendre le contexte dans lequel se situe ce projet et où nous voulons arriver, ce que nous visons. Deux choses doivent retenir notre attention : (1) les acteurs locaux / communes sont les principaux acteurs pour la mise en place des ODD et c'est pour cela qu'elles sont le partenaires stratégiques du projet ; (2) c'est

un projet qui ne peut voir son succès que grâce à l'appropriation et la participation de toutes les parties prenantes car les porteurs du projets (ADIN, AfroLeadership, CRADEC, DMJ et TI-C) n'ont pas la prétention que c'est leur projet à eux seuls mais il s'agit de mobiliser un certain nombre d'acteurs qui interviennent ou en ont le potentiel dans les secteurs d'activités identifiés pour la réalisation de cette action car nous sommes tous concernés.

Ce décor planté a permis de s'engager vers l'atelier de formation proprement dit, tout d'abord en parcourant ensemble pour une compréhension commune et, en adoptant le programme et les objectifs des trois jours de formation qui réunissaient les différents acteurs présents à cette formation.

Pour assurer l'atteinte des objectifs et l'assimilation effective des notions et outils qui seraient explorés dans le cadre de cette formation, la méthode de travail s'est voulue participative, avec des exposés de quelques personnes ressources et également les partages d'expériences. L'esprit de cet atelier est que tout le monde est à la fois formateur et participant et c'est grâce aux partages qui auront lieu que les capacités des uns et des autres pourront être suffisamment renforcées.

Pour le succès de la rencontre et des activités qui vont en découler, le second esprit adopté de cette rencontre a été celui de ne pas rechercher des boucs émissaires ou de se pointer du doigt, mais d'avoir une approche objective, positive, de compréhension des problèmes en vue de sortir avec des propositions concourant à la réduction des

FFI au Cameroun. Cette objectivité devra également être conservée dans les actions qui sont en perspective de cette rencontre, notamment dans le cadre de la Task-Force qui sera mis sur pied.

Il faut dire pour ce qui concerne les perspectives, les participants auront émis leurs craintes qui pourraient s'exprimer en limites pour la suite, surtout en termes d'ouverture des données. Il s'agissait notamment de la difficulté de l'accès à la bonne information ; le manque de volonté politique ; le gap existant entre les textes et leur application ; le faible intérêt que manifestent souvent les populations pour les données produites de sorte à créer le débat et influencer les changements ; et la destination finale des rapports de contrôle à l'autorité suprême qui ne garantit pas toujours l'action de sanction escomptée.

Les échanges ont permis de ressortir que :

Lorsqu'on parle de FFI, ce n'est pas seulement illégal, il y a aussi la notion de justice fiscale, d'illégitimité ;

Il serait intéressant d'explorer la possibilité pour nous de devenir agressifs aussi en exploitant les failles des systèmes de ces pays agressifs (France, Angleterre, etc.);

Au plan national, l'ANIF est la seule institution habilitée à investiguer sur les blanchiments d'argent. Cependant, la CONAC, le CONSUPE, la Chambre des Compte contribuent également à lutter contre les FFI ;

Au niveau international on a aussi des institutions comme AFROPAC, etc. ;

L'INS dispose de base de données d'informations. Cependant, elle n'a pas le droit de les partager. Mais en cas de demande d'un usager (citoyen, société civile, etc.) suivant la procédure indiquée, l'INS peut extraire l'information demandée de la base de données et la partager ;

Les Institutions telles que l'ANIF, la chambre des comptes font le contrôle et rendent compte à la Présidence mais n'ont pas le pouvoir de saisir la justice. Il faut renforcer le pouvoir de ces institutions de

contrôle dans ce sens ;

Il n'existe pas une donnée que l'on appelle FFI ;

Dans le cadre de cette lutte contre les FFI, il faut aussi tenir compte de la dématérialisation de l'économie, des activités de commerce ;

CAMERCAP a réalisé une étude qui mesure le potentiel fiscal des entreprises au Cameroun qu'elle partagera une fois finalisée.

Séquence 3 : Les Accords des échanges commerciaux des biens et services au Cameroun (Par SIMEU F. et Idriss L.)

Cette session a permis de parcourir un ensemble de dispositions, conventions et accords nationaux, bilatéraux, sous-régionale, régionale, globale, et internationales signés par le Cameroun et sur la base de certains indices et outils, apprécier l'exposition du Cameroun au FFI. On retient de ces exposés que :

- Le site www.resourcecontracts.org est un site où l'on peut trouver environ 26 contrats du secteur extractif qui lient le Cameroun dans le commerce de certains produits ;

- Le Cameroun a signé plus de 50 accords bilatéraux de commerce qui contiennent des politiques de change, précisent le traitement réservé aux échanges ainsi que les mécanismes de règlement de conflits. L'un de ces contrats est celui signé avec les Emirats Arabes

- Le 1^{er} problème est que ces accords interviennent dans un Cameroun où toutes les questions commerciales ne sont pas toujours régies par le droit national mais d'autres comme ceux de l'OHADA, CEMAC, CIMA, etc. Les sociétés examinent donc toutes ces conventions, s'arment pour négocier ;

- Le 2nd problème est que le régime des assurances est partagé (CIMA par ex.) et comme 3^{ème} problème, il est établi une politique monétaire commune avec des pays qui souvent peuvent avoir des intérêts divergents des nôtres ;

- Ces accords commerciaux ne sont donc pas des concepts fermes et doivent tenir compte de tous ces éléments ;
- Lorsque l'on fait la surveillance des accords bilatéraux, il faut :

Observer si le pays partenaire n'est pas financièrement opaque. La Tax Justice Network (TJN) a développé plusieurs indicateurs d'opacité financière qui en cas de non-respect, démontre d'un soupçon de problème dans le contrat : Le partenaire pratique-t-il le **Secret Bancaire** par la juridiction concernée ? Est-t-il tenu de publier des données d'information financière à l'échelle mondiale sur la base de la **déclaration des importations et des exportations pays par pays** (positif) ? A-t-il des **règles anti-blanchiment d'argent** ? et existe-t-il un accord multilatéral d'**Echange Automatique d'informations en matière fiscale et douanière** ?

- Ces informations sur certains pays sont disponibles sur le www.financialsecrecyindex.com/fr/

Savoir si le partenaire est dans la catégorie des paradis fiscaux ou s'il est agressif en matière fiscale. L'indice de paradis fiscaux permet de voir les pays les plus agressifs en matière fiscale en Afrique et les Emirats Arabes Unis, avec l'île Maurice, France, UK, Qatar, la Chine

- TJN a développé un outil qui permet de mesurer le niveau de vulnérabilité et d'exposition des pays aux FFI en Afrique. Elle identifie donc les pays qui rendent les pays africains vulnérables **via le canal des importations** (Chine, l'Afrique du Sud, Emirats, Thaïlande, etc.) **via les exportations** (USA, la France, l'Inde - le gros du pétrole Cameroun est consommé par l'Inde en passant par Glencore -, la Suisse, les Emirats, etc.), **via l'investissement direct entrant** (Pays-Bas, Ile Caïman, Emirat, Singapour (Olam), etc.) **via l'investissement direct sortant** (Ile Maurice), par le portefeuille passif (check exchange, titre de dette), via le dépôt bancaire (Royaume Uni, Suisse, Hong Kong, etc.).

Des échanges qui ont suivi, l'on retient que :

Il est nécessaire de renforcer les capacités des négociants quand ils vont à la table de négociations ;

Rechercher et constituer une base de données des conventions signées par le Cameroun ;

Dans le cadre du plaidoyer relatif à la publication des contrats extractifs, il est nécessaire de s'intéresser aux conventions bilatérales qui lient nos pays à ces pays investisseurs ;

Il convient de tenir compte aussi des dispositions de gel des textes qui se trouvent souvent dans les conventions ;

S'intéresser aux conventions fiscales qui sont au moins au nombre de sept (07) dont la Tunisie, les Emirats Arab Unis, le Canada, la France, l'Afrique du Sud ;

La méthode de calcul du potentiel fiscal par le CAMERCAP devra être partagée. Celle-ci devra être couplée à celle du MINFI pour sortir de là avec une approche meilleure ;

Le Cameroun a une économie assez résiliente avec 80% des recettes du Cameroun sont supportés par 20% des entreprises (DGE) ;

Même les pays dans lesquels sont logés des paradis fiscaux en subissent les impacts négatifs car n'ayant pas eux-mêmes le contrôle dessus ;

Il faut apprendre à calculer l'agressivité financière : Idriss partagera le lien de l'étude y relative.

Séquence 4 : Expertises et expériences sur les opérations licites et illicites aux ports de Douala et de Kribi (Par Mme Bintou et M. Modeste AKOO.)

Avec pour but de partager les expériences sur les opérations au port, cette session permettait aux participants d'explorer les situations aux ports qui sont susceptibles de favoriser les FFI. L'on retient que :

- Le Port Autonome de Douala (PAD) est organisé autour de 09 bureaux répartis en 02 secteurs. Le Port 1 : Marchandises

conteneurisé, P2 : Marchandises qui vont à l'entrepôt attendant l'achat ; P3 : Transit et transbordement ; P4 hydrocarbures et marchés Publics ; P5 : Véhicules dans conteneurs ; P6 : Vrac (non dénombrable) ; P7 : Dédouanement des marchandises à exporter ; P8 : Parking ; P9 : Véhicules et effets appartenant à l'amateur ;

- 95 % de nos ressources internationales passent par les ports ;

- Le Port Autonome de Kribi (PAK) est le fruit de l'expérience et critiques du PAD. Il sera achevé en totalité d'ici 20 ans ;

- L'écosystème du port fait un ensemble d'acteurs santé, le commerce, MINMIDT, MINDEV, MINFOF, MINADER, BIR, douanes, impôts, etc.

- Des prestations portuaires ont été mises en place et axé sur le temps et les coûts. Leur effectivité est progressive. Il s'agit notamment du service : Fast and Safe Tracking (facilitation de la circulation des camions) ; des services destinés aux administrations leurs exigeant d'informatiser leur processus pour aller vers une administration sans contact, etc. ;

- Le PAK fonctionne comme une chaîne partant de la logistique navire à la logistique industrielle. Ces logistiques sont des flux. Si un maillon est bloqué par la mal gouvernance, tout s'arrête ;

- Le port fait face à plusieurs problèmes qui favorisent les FFI :

Installation des administrations sans un mandat formel, effectif excessif sans un objectif de performance connue : l'appréciation de la clientèle portuaire participe à ce que le Cameroun soit mal noté ;

Les décisions administratives prises sans maîtrise du terrain ;

Forces de Maintien de l'Ordre dont certains corps prennent de l'argent pour des services ;

Non-respect de leur mandat / rôle par les administrations présentes sur le port ;

Mauvaise sécurité du fait de la minoration des poids pour payer moins ;

Effacement des données / traces de paiement ;

En matière foncière, malgré que le PAK bénéficie de la DUP, il y a des domaines qui sont attribuées par le MINDCAF ;

Des paiements sans reçu, la motivation

(corruption) pour obtenir un service rapide ;

Difficulté à faire passer la loi de cabotage au Cameroun.

Les sources principales de fraude dans les opérations : Poids, valeurs, volume de la marchandise qui sont les éléments qui permettent de calculer les assiettes de perception. Puisque le système est déclaratif, l'on fausse les informations avec la complicité des personnes en charge.

Pour y remédier un ensemble de mesures a été pensé, certaines entreprises bien que non encore totalement effectives :

- Création d'un comité douane-port qui fonctionne avec des procédures ;

- Diminution des acteurs intervenants ;

- Amélioration de la traçabilité pour limiter les détournements ;

- Dématérialisation des procédures, l'installation des scanners, réalisations des audits de logiciels ;

- Informatisation des données pour améliorer la traçabilité, situé au niveau du guichet unique, mais personne ne s'y attèle ;

- Instauration du guichet unique des opérations de commerce extérieur : On doit soumettre l'ensemble des documents à un guichet unique. Mais c'est encore loin d'être effectif ;

- La Professionnalisation des prestataires logistiques ;

- Les systèmes d'information portuaire que l'on modernise ;

- La facturation en ligne et sécurisée ;

- L'installation multiple des ponts bascules à cause de ceux qui faussent les données

D'autres actions nécessaires :

- Améliorer la surveillance de l'outil informatique ;

- Réduire le facteur humain pour fiabiliser les collectes ;

- Sensibiliser les acteurs pour qu'ils comprennent la portée de leurs actes...

Les échanges ont permis de faire ressortir que :

Selon l'article 5 du code de la marine marchande, le cabotage est exercé par une société ayant un pavillon national, ce que

nous n'avons pas. C'est qui empêche sa mise en place au Cameroun.

Il y a un problème d'asymétrie d'information entre le concédant et le concessionnaire ;

Il y a un problème de statistiques portuaires au PAK car il n'y a pas de structure de statistiques ;

L'INS peut apporter un appui dans la mise en place d'un système d'information statistique. Une convention pour un pareil travail a d'ailleurs été signée avec le PAD ;

Le PAK a une dimension de Contenu Local :

- Les intérêts des populations riveraines sont pris en compte à travers la possibilité d'accéder à des emplois dans la mesure du possible ;
- Dans la perspective de la construction complète du PAK, concernant les CTD, le FEICOM a une taxe qu'il prélève. Une convention a été signée avec la CUK qui offre plusieurs opportunités : la gestion du transport, la gestion environnementale, la gestion du stationnement. Il leur revient de faire preuve de volonté et d'imagination pour saisir les opportunités possibles.

Jour 2

Après un récapitulatif de la précédente journée, la 2^{ème} journée de l'atelier a connu la modération de Jean Mballa Mballa du CRADEC. Elle s'est voulue davantage pratique pour permettre aux participants d'acquérir une bonne connaissance des outils et techniques d'investigations.

Séquence 5 : Outils d'identification et mesure des indices de FFI en matière commerciale et techniques d'investigation dans ce domaine (Par Saturain N. et Idriss L.)

Cette session a permis d'une part de prendre connaissance des plateformes numériques où des données sur les échanges commerciaux dans le monde peuvent être collectées pour analyse et d'autre part de savoir comment utiliser ou se comporter face à une plateforme.

Une dizaine de plateformes de volumes a été parcouru. Il s'agit notamment de : celle des

Nations Unies, de l'OCDE, Resource Map, GSM London, Resource Trade, Trend Economy, OEC, Ressources Futures, WITS et Intracen.org.

Ayant connaissance des plateformes, en tant qu'investigateur, il faut adopter une certaine attitude :

Répertorier, analyser et comprendre les accords commerciaux et fiscaux bilatéraux et multilatéraux ;

Analyser les mécanismes de fonctionnement des opérations fiscales d'import et d'export ;

Lire les rapports financiers des maisons mères des multinationales. Leurs sites permettent d'avoir des infos sur la comptabilité, ses contraintes qu'on utilise pour faire des comparaisons ;

Lire les publications officielles sur les entreprises ou la gouvernance des affaires des pays partenaires. Le site de la SIC où on peut avoir plus de 800 affaires des entreprises américaines qui travaillent en Afrique ;

Evaluer l'agressivité du pays partenaires ;

Evaluer le niveau de secret financier des pays partenaires ;

Evaluer les points d'exposition du Cameroun au FFI ;

Analyser les mesures d'investigations fiscales.

La TJN a donc développé plusieurs outils qu'un investigateur doit utiliser pour déceler des indices de FFI et donc commencer son investigation proprement dite. Il s'agit qui permettent d'évaluer :

- Financial Secrecy Index qui permet d'évaluer le niveau de secret bancaire ;

- Corporate Tax Haven Index qui permet d'évaluer le niveau d'agressivité fiscale des pays et le niveau de facilitation des paradis fiscaux pour les entreprises basées au pays.

TJN a aussi développé quelques éléments de vulnérabilité du Cameroun par rapport à certaines transactions internationales :

- La France, le Royaume unie et la Suisse exposent le pays en matière de transaction bancaire ;

- Le Luxembourg, USA, France,

Allemagne, ile Maurice, l'Irlande investissent en portefeuilles au Cameroun et nous exposent car ce sont des paradis fiscaux, pratiquant le secret financier ;

- Le Pays-Bas, Chine, Malaisie, Indonésie exposent le Cameroun en matière de risque par rapport aux exportations ;
- Les plus gros risques du Cameroun en matière d'importation c'est la France, Thaïlande, Japon
- UNCOMTRADE permet de voir les partenaires commerciaux du Cameroun, les produits vendus, les prix.

En termes de méthodologie du travail dans l'investigation, l'investigateur :

- Ne doit pas publier une information incomplète ;
- Doit continuer de rechercher et confirmer les hypothèses tant que l'histoire n'est pas complète ;
- Baser sa publication sur le maximum d'informations ;
- Doit se documenter pour confirmer ou infirmer les déclarations des sources ;
- Le journaliste et l'investigateur ne présente pas les choses comme tout le monde, il faut pouvoir établir nos propres histoires sur la base de nos propres référentiels.

Des échanges qui ont suivi, il est ressorti que :

La signature de convention fiscale vise deux objectifs : la lutte contre l'évasion fiscale (exploitation des failles de la loi pour réduire l'impôt à payer) et d'éviter la double imposition. Elle est influencée par trois éléments : le volume de transactions entre les 02 partenaires, le nombre de voyageurs (beaucoup de camerounais qui partent et pareil pour le pays partenaire) et l'influence diplomatique.

Le Cameroun est agressif en termes d'incitation financière ce n'est pas mauvais en soi. Cependant, l'on doit questionner comment cela est préparé et si l'on a la maîtrise des incidences des mesures incitatives adoptées. Et donc le 1^{er} problème est celui de la multiplicité d'intervenants durant le processus à travers le Comité

interministériel qui induit : la lourdeur administrative, le nombre élevé de réunions qui ne connaîtront pas toujours la participation des mêmes personnes (ce n'est pas la même personne du début qui sera affectée jusqu'à la fin du processus), influençant donc sur la maîtrise partielle du dossier par la personne qui représente l'administration. La signature peut durer parfois 06 mois 01 an. L'équipe constituée se retrouve avec des documents de plus de 1000 pages en une langue incomprise de toute l'équipe. Ceci est accompagné par des techniques de distraction (balades à la plage, etc.), les objectifs divers des différentes administrations qui ne sont pas toujours unies, et la traduction mauvaise des documents. Le 2nd problème est celui de l'absence d'évaluation : Il y a tellement d'incitations qu'il est difficile aujourd'hui de les regrouper et les analyser car on en négocie chaque jour ;

La convention signée entre une société et l'Etat est souvent sur la base des conventions bilatérales entre le Cameroun et le pays d'origine de l'investisseur. Il faut donc faire une analyse de toutes les conventions bilatérales, régionales, etc. pour comprendre les conventions entre la société et l'Etat ;

La préparation de la négociation est aussi problématique dans le sens où c'est au moment d'échanger qu'on découvre les documents volumineux. Il est nécessaire de demander les documents avant, les consulter, les comprendre avant de se déplacer pour la négociation ;

L'INS est aussi une base de données exploitable pour l'investigation car ayant les données officielles nationales. Elle fait des enquêtes d'envergure mais avec la décentralisation, elle accompagne les structures sectorielles pour produire leurs statistiques.

Il faut d'abord chercher les informations au niveau national (CONSUPE, ANIF, INS, etc.) avant d'aller dans les plateformes internationales ;

L'intérêt que les investigateurs ont pour les plateformes internationales est celui de l'accessibilité des données au niveau international par rapport à celles nationales ;

Ne pas prendre les données d'une plateforme pour vraies. Il faut toujours recouper, concilier. L'investigation prend du temps, demande de la patience avant diffusion ;

Dans la logique de ce qui veut être mis en place dans le cadre de ce projet et de la lutte contre les FFI, Il est nécessaire qu'il y ait une collaboration entre les acteurs et que l'on s'engage à ne pas divulguer les sources d'information ;

Il est important de faire des comparaisons sur les chiffres entre les pays (données miroirs). Il est arrivé que l'on constate des différences entre les chiffres sur le bois sorti et le bois qui est arrivé. La quantité sortie au port s'est trouvée inférieure à celle arrivée dans un pays acheteur. Ceci souvent peut être dû au non-estampillage du bois à la sortie ;

Il est important dans la présentation des résultats d'investigation de bien monter et expliquer la méthodologie.

Séquence 6 : Les plateformes indépendantes et crédibles d'information et données sur le commerce transfrontalier (Par Saturain N. et Idriss L.)

Elle s'est voulue pratique en ce sens où l'on est rentré de manière détaillée dans des plateformes pour voir en plénière comment l'on s'y prend pour s'y rendre, comment y naviguer et les informations disponibles. Ainsi, avec la contribution des participants, quatre plateformes UNCOMTRADE, Trend Economy, WITS et celle de l'INS (www.statistics-cameroon.org) ont été visités. L'on peut retenir un ensemble de conseils pratiques de ces présentations :

- Toujours bien observer la page d'accueil du site pour comprendre les éléments qui composent le site et les options ou fonctionnalités disponibles ;
- Chercher à savoir si le site est disponible en plusieurs langues et éviter de traduire automatiquement le site car la traduction n'est pas souvent bonne ;
- Regarder la dernière date de mise à

jour du site ;

- Regarder ses objectifs, et ce qu'il offre.

En parcourant les interactions du Cameroun, la session a permis de faire des exercices de collecte des données en rentrant les éléments de recherche voulue, d'analyse et d'interprétations des résultats qui étaient parfois sous forme de graphique ou de tableau.

Il a été observable que dans certaines plateformes, il y a possibilité de : (i) s'abonner pour recevoir par email les mises à jour qui sont effectuées, (ii) d'ouvrir des comptes payant pour accéder à certaines informations et autres fonctionnalités.

Un des médias (ADISI Cameroun) ont partagé une plateforme de données ouvertes sur le Cameroun qu'ils ont mis sur pied disponible sur www.datacameroon.com. Il y a des données sur l'actualité, une rubrique gouvernement ouvert. Ils travaillent avec les organisations en fonction de leurs domaines de compétence et donc les informations sont produites par les cibles et sont disponibles pour tous. Sur la base des rapports et informations obtenus des acteurs (réseaux sociaux, sources fiables, etc.), ils font des vérifications, des analyses, produisent des graphiques qu'ils publient.

Les échanges auront permis de comprendre et retenir que :

Plusieurs administrations font souvent usage des plateformes dans le cadre de leur suivi. Elles vont jusqu'à ouvrir des comptes payants pour accéder à certains types d'informations ;

Certaines administrations commenceront à utiliser ces plateformes pour leurs investigations ;

L'INS utilise les données des différents sectoriels de la composante du pays

En faisant le lien avec la session sur les ports, il serait intéressant de savoir ce qui est contenu dans le package des transactions faites sans reçus ;

Ces plateformes aident à faire un contrôle à posteriori

Au lieu d'aller payer cher ces plateformes, Ecofin peut devenir un allié pour faire des analyses chaque semaine à des coûts inférieurs ;

Pour avoir des données auprès de l'INS, il faut adresser une correspondance au DG de l'INS tout en étant précis dans la demande de donnée ;

Les plateformes ne sont pas alpha et oméga l'importance c'est de trouver la méthodologie de travail ;

Voir dans quelle mesure, il est possible d'identifier les entreprises impliquées dans les transactions objet de l'investigation ;

Nous familiariser avec ces outils.

Séquences des travaux de groupe

Cet exercice aura permis de commencer à donner un aperçu sur les difficultés et approches du prochain Think Tank qui sera mis sur pied. Alors, 03 groupes ont été constitués avec pour consigne d'élaborer une hypothèse commentée et discutée d'existence des FFI sur des relations commerciales entre le Cameroun et l'Asie du Sud-Est en 6 points :

- 1- Identifier les partenaires commerciaux
- 2- Identifier les accords commerciaux et fiscaux et les analyser ;
- 3- Mécanisme d'opération d'import et export au niveau des frontières ;
- 4- Retrouver et concilier les volumes et valeurs de transaction ;
- 5- Retrouver les types de produits ;
- 6- Apprécier la qualité des partenaires sur la base du Financial Secrecy Index, du Corporate Haven Tax Index et de l'Indice d'Exposition aux FFI développé par Tax Justice Network.

Utiliser comme sources l'INS, UNcomtrade, WITS et intracen.org.

Restitution :

La phase de présentation des résultats a permis de ressortir les défis, les difficultés rencontrées et de tirer des leçons. Ainsi, nous avons :

- 1- Les difficultés :
 - Le problème de connexion ;
 - La difficulté d'organisation du travail à l'intérieur des groupes ;
 - L'attribution des données à certains produits de propre initiative ;
 - La difficulté géographique pour situer et citer les pays de d'Asie du Sud-Est ;
 - La priorisation des données ;
 - La peine à naviguer dans 3 sources de données à la fois pour confronter l'information ;
 - La difficulté à collecter une donnée sur 3 sites au même moment ;
 - La difficulté à s'accorder.
- 2- Les défis
 - Rester sérieux durant toute l'investigation ;
 - De recherche, interprétation et compréhension ;
 - Le gros volume d'arbitrage qui devra être fait
- 3- Recommandations :
 - Il existe des informations autorisées et au-delà de l'information officielle on peut s'appuyer sur l'information autorisée (par exemple à la suite d'une collecte de donnée sur le terrain) ;
 - Ne pas se jeter les piques dans les groupes ;
 - Trouver et Adopter la méthodologie de travail ;
 - Être rigoureux, s'investir, être précis, être froid et ne pas avoir des prises de positions ;
 - Ne pas être pressé dans son investigation même pour des informations banales, il faut confronter ;
 - La difficulté à trouver une donnée ne signifie pas qu'elle n'existe pas.

Jour 3

Comme la veille, après un récapitulatif de la précédente journée, la 3^{ème} journée de l'atelier a connu la modération d'Anicet NKE d'AfroLeadership. Elle s'est aussi voulue pratique pour permettre aux participants d'acquérir une bonne base en exploitation (faire parler) des données collectées.

Séquence 9 a et 9 b : Le traitement et présentation des données financières et économiques fermées et ouvertes (Vincent E. et Martin T.)

La statistique ayant été définie comme une méthode permettant de rassembler les données, les analyser et d'aider à la prise de décisions justes pour la planification, programmation, le suivi et l'évaluation, la présentation aura permis de parcourir et retenir (que) :

- Un ensemble de notions et concepts (la statistique, les statistiques, population, unité statistique, individus, variable statistique, nature et modalité d'un caractère, Variables qualitatives nominale et ordinale, Variables quantitatives discrète et continue, échantillon, la moyenne, le mode, la médiane, la variance, l'écart-type, les coefficients de Fisher et d'aplatissement, etc.);
- La Démarche statistique passe par la définition des faits à observer, la délimitation du champ d'investigation des données ; la collecte des données; le dépouillement ; l'analyse des données; l'Interprétation des résultats et la Publication des produits ;
- Les sources de données peuvent être soit primaires, soit secondaires ;
- La représentation graphique est une étape dans l'analyse. Elle donne une vue d'ensemble, aisée. Il existe plusieurs types de graphique et le choix est fonction du type de variable. C'est ainsi que lorsqu'on a une variable qualitative nominale le graphique utilisé est le graphique circulaire tandis que lorsqu'on a une variable qualitative ordinale, il faut les graphiques à bandes ;
- Le mode est la modalité ou la valeur qui correspond au plus grand effectif ;
- La médiane est la valeur de la variable qui divise les observations, supposées rangées par ordre de grandeur croissante ou décroissante, en deux effectifs égaux ;
- Il existe des moyennes arithmétique, quadratique, harmonique et géométrique ;

- Les caractéristiques de dispersion et de forme servent à comparer des séries statistiques de même nature qui font intervenir l'étendue (différence entre la valeur maximum observée et celle minimum), la variance, l'écart-type, le coefficient de variation et le coefficient de Fisher et celui d'aplatissement ;

- Il faut bien tirer son échantillon quand on veut faire une étude même si normalement il faut étudier toute la population. Mais, faute de moyens, on prend souvent un échantillon.

- Les outils tels que « Utilitaire d'analyse » permettent de ressortir : la médiane, écart-type, moyenne, etc. et « Tableau Croisé Dynamique » permettent d'extraire et croiser des données d'un tableau pour produire des graphiques.

La présentation était parsemée d'exercices pratique pour une assimilation des notions apprises par exemple comment faire et modifier une représentation graphique sur la base d'un tableau de données.

Cette session aura également été l'occasion de renforcer des capacités dans l'utilisation de l'outil Excel.

Séquence 10 : Travaux de groupe

Toujours répartis en 03 groupes, les participants se sont soumis à un exercice pratique touchant l'ensemble des notions exposées. Cet exercice consistait en les termes suivants :

CAS PRATIQUE : Supposons que nous sommes dans un pays dont le commerce avec l'extérieur a été, au cours de l'année n , essentiellement animé par les 100 entreprises (X_1, X_2, \dots, X_{100}) qu'il comprend. Sur la base des données disponibles (voir fichier Excel) sur ces entreprises, on vous demande de :

1. Produire le tableau puis le graphique de répartition des entreprises suivant le type ;
2. Produire le tableau puis le graphique de répartition des entreprises suivant l'âge ;
3. Déterminer pour l'âge, les principales

caractéristiques de tendance centrale, de dispersion et de forme et les interpréter ;

4. Déterminer les 3 principaux pays d'importation ainsi que les 3 principaux pays clients ;

5. Déterminer le volume global des échanges entre ce pays et l'extérieur, déduire sa balance commerciale et l'interpréter ;

6. Produire le tableau de répartition des entreprises suivant la localisation et le secteur, puis suivant la localisation et le type.

Restitution :

La phase de présentation des résultats a

permis de ressortir les difficultés rencontrées et de tirer des leçons. Ainsi, nous avons :

1- Les difficultés :

La faible maîtrise du logiciel Excel ;

Certains ont utilisé une méthode plus longue, plus manuelle pour extraire des données de la base de données alors qu'Excel pouvait permettre de le faire une seule fois à travers l'option « Tableau Croisé Dynamique »

Le problème de compréhension

Sortir la formule permettant de faire l'analyse escomptée.

Conclusion et perspectives

La problématique relative aux FFI reste encore faiblement maîtrisée au Cameroun, malgré la volonté d'émergence du gouvernement, le Cameroun souffre d'un véritable problème de mobilisation de ses ressources en raison de ce fléau auquel il est fortement exposé du fait notamment des partenariats dans lesquels il s'est engagé et s'engage et de sa volonté d'attirer le maximum d'investisseurs. Il importe donc que les acteurs soient renforcés en capacités d'investigation afin de contribuer à barrer la route à ces FFI et stopper cette hémorragie financière qui plombe l'évolution de notre pays. La mise en place d'un groupe fort de personnes engagées à œuvrer pour cela s'avère une nécessité et une piste de solution qui permettrait d'améliorer la gouvernance budgétaire dans notre pays pour la réalisation des ODD au Cameroun.

Les Principales recommandations

A court terme :

CAMERCAP devra partager les résultats de son étude qui mesure le potentiel fiscal des entreprises au Cameroun ;

Idriss partagera le lien de l'étude relative à l'agressivité financière (elle est en Anglais) afin de permettre aux participants d'apprendre à calculer l'agressivité financière

Faire les TdR de la Task Force sur la base des contributions faites par les participants

A moyen et long terme :

Travailler à renforcer le pouvoir de ces institutions de contrôle de sorte qu'elles soient à mesure d'engager les actions nécessaires résultantes des investigations effectuées ;

Respecter les principes de confidentialité et de protection de nos sources

Ne pas rechercher des boucs émissaires ou de se pointer du doigt, mais d'avoir une approche objective, positive, de compréhension des problèmes en vue de sortir avec propositions concourant à la

réduction des FFI au Cameroun ;

Développer une définition des FFI propre au Cameroun ;

Renforcer les capacités des négociants quand ils vont à la table de négociations ;

Rechercher et constituer une base de données des conventions signées par le Cameroun ;

Dans le cadre du plaidoyer relatif à la publication des contrats extractifs, il est nécessaire de s'intéresser aux conventions bilatérales qui lient nos pays à ces pays investisseurs ;

Il convient de tenir compte aussi des dispositions de gel des textes qui se trouvent souvent dans les conventions ;

S'intéresser aux conventions fiscales qui sont au moins au nombre de sept (07) dont la Tunisie, les Emirats Arab Unis, le Canada, la France, l'Afrique du Sud ;

L'INS et le PAK devront se rapprocher en vue de la mise en place d'un système d'information statistique comme avec le PAD

La convention signée entre une société et l'Etat est souvent sur la base des conventions bilatérales entre le Cameroun et le pays d'origine de l'investisseur. Il faut donc faire une analyse de toutes les conventions bilatérales, régionales, etc. pour comprendre les conventions entre la société et l'Etat ;

Renforcer les capacités des populations et autres acteurs locales ;

Il faut d'abord chercher les informations au niveau national (CONSUPE, ANIF, INS, etc.) avant d'aller dans les plateformes internationales ;

Il est nécessaire qu'il y ait une collaboration entre les acteurs et que l'on s'engage à ne pas divulguer les sources d'information ;

Il est important de faire des comparaisons sur les chiffres entre les pays (données miroirs)

Il est important dans la présentation des résultats de bien expliquer la méthodologie.

En matière d'investigation, ne pas se

précipiter en publiant une information incomplète ;

Continuer de rechercher et confirmer les hypothèses tant que l'histoire n'est pas complète ;

Baser sa publication sur le maximum d'informations ;

Se documenter pour confirmer ou infirmer les déclarations des sources ;

Pour avoir des données auprès de l'INS, il faut adresser une correspondance au DG de l'INS tout en étant précis dans la demande de donnée ;

Les plateformes ne sont pas alpha et oméga

En parcourant les plateformes et autres sources d'information, voir dans quelle mesure, il est possible d'identifier les entreprises impliquées dans les transactions objet de l'investigation ;

Être rigoureux, s'investir, être précis, être froid et ne pas avoir des prises de positions ;

Dans le cadre de l'investigation, il faut toujours penser à Observer si le pays partenaire n'est pas financièrement opaque ; Savoir si le partenaire est dans la catégorie des paradis fiscaux ou s'il est agressif en matière fiscale et mesurer le niveau de vulnérabilité et d'exposition du Cameroun ;

Nous familiariser avec tous les outils qui ont été présentés.

Perspectives : La Task Force sur les Flux Financiers Illicites (TF / FFI)

Les participants ont été soumis en une consultation autour de 05 questions pourtant sur :

1. La Compréhension de la Task Force ;
2. Les Domaines d'intervention de la Task Force ;
3. Les attentes des participants vis-à-vis de la Task Force ;
4. Les apports possibles des membres ;
5. Autres suggestions

Les différentes réponses ont pu être regroupées en 11 points ou idées devant servir pour parachever les TdR de la Task Force sur les Flux Financiers Illicites :

1. Idées de partager en toute confidentialité les informations ;
2. L'idée de s'orienter vers l'intérêt général,
3. L'idée d'une coopération multi acteur
4. Idée d'aller au-delà du projet
5. Se fixer les objectifs clairs
6. Besoin d'appui pour permettre à la Task Force d'être efficace
7. Idée de complémentarité sectoriel
8. Idée de la relation étroite entre les Institutions de contrôle et la Task Force.
9. Sensibilisation et l'information.
10. Idée d'associer officiellement les institutions publiques
11. Dénoncer sans diffamer.

Annexe : Liste de présences

First & Last Name / Prénom et Nom	Phone Number / Téléphone	Email	Structure
Serge Didier ABANDA NGUELE	677 577 341 / 694 944 725	s.abanda@yahoo.fr	CONSUPE
Martin TSOUNKEU	696 424 961	martsou@yahoo.com	ADIN
Thomas OWOUNOU	677 778 104	t.owounou@adinetwork.org	ADIN
Marie Louise MAMGUE SIMO	677 498 389 / 694 202 213	marielousimo@gmail.com	ADISI
Anicet NKE JOSEPH	698 045 808 / 675 571 484	nkjoephanicet@gmail.com	Afroleadership
Livinus ESAMBE	678 137 733	lesambe@yahoo.com	AGNR
Frédéric Antoine MOTANOC DOUM	679 946 669	fredericdoum@yahoo.fr	ANIF
Phillipe NSOA	690 595 387	philippensoa@hotmail.com	Baromètre Communautaire
Simon PIERRE ETEME	677 743 846	spetems@yahoo.fr	Barreau des avocats
Hermine BOUM	699 945 463	hermineboum@yahoo.fr	Barreau des avocats
Allamine ABDOULLAH ALHADJI MAHAMAT	677 531 523 / 691 121 050	abdoullahalhadji@yahoo.fr	CAMERCAP-PARC
Kizito LADENG GAHWANYIN	675 420 719	kizitoladeng@yahoo.com	Chambres de Comptes
Jacob BOUBA	694 628 629	jacobbouba@yahoo.fr	CRADDEC
Jean MBALLA MBALLA	677 768 548	jeanballamballa2001@yahoo.com	CRADDEC
Seraphine SAGAY NGUEPNANG	694476244	seraphinesagay@gmail.com	CRADDEC
Sandrine SIEWE SIEWE	696 271 506	sandrinesiewe@yahoo.fr	CRADDEC
Dupleix KUENZOB	677 685 512	kdupleix6@yahoo.fr	DMJ
Éric ETOGA	699 515 616	efreric@yahoo.fr	DMJ
Idriss Hamed Linge NJUTAPUOUI KPOUMIE	651 173 112	idriss.linge@agenceecofin.com	ECOFIN
Bertin KEMAJOU	675 900 507	kejeber@yahoo.fr	FREEDOM'S SERVICE
Vincent Ledoux ESSAMBE BOME	677 984 574 / 659 165 501	essambeavl@yahoo.fr	Institut National de la Statistique
Adèle Zoriphie NGAH	675 384 354 / 698 381 886	zoriphie@yahoo.fr	Institut National de la Statistique
Thierry NDONG	676 20 37 09	ndongru@yahoo.fr	INTEGRATION
Brice MBODIAM	699 601 747 / 696 630 663	brice2412@hotmail.com	Investir au Cameroun
Aristide OTTOU ABOUDI	696 17 91 04	aboudiottou@yahoo.fr	Investir au Cameroun
François MANGA ESSOUMA	699 357 142	essouma2003@yahoo.fr	IRAD
Merlin NOA MBANG	699 996 034	merno2008@yahoo.fr	MINFI-DGI-PSRMEE
Jean Jaurès ATOH ME ZALICK	695 199 045 / 671 093 013	jauresatoh@gmail.com	MINPMEESA
Saturain Vincent NGANNOU	671 025 015	saturainvincent@open4didact.co	Open 4 didact
Modeste AKOO	679 777 050	akoo.expert@yahoo.com / akoo.expert@yahoo.fr	PORT DE KRIBI
Bernard DONGMO	677 154 796	bendongmo@yahoo.fr	PWYP - CAMEROUN
Pasma NGOUTANE	699 490 910	ngoutane.pasma@yahoo.com	STANLEY TRANSIT
Francis SIMEU	675 163 868	francisimeu@yahoo.fr	TI – C
Steve GABIN GUENA	695 036 003	stevegabinguena@yahoo.fr	Vox Africa
Valaire BOUGUE	678 835 120	valairb@gmail.com	Vox Africa
Blaise NZUPIAP NWAFO	679 353 409	nzUPIAP@yahoo.fr	Zenü Network

COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE
CAMEROON - EUROPEAN UNION COOPERATION



Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199
YAOUNDE - CAMEROUN
Email: ascradec@yahoo.com



FICHE DE PRESENCE

Objet : Atelier de Formation des Analyses en Investigations Financières sur les Flux Financiers Illicites (FFI) de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun, Contrat n° CSO-LA/2018/403-694.
Date et Lieu : du 24 - 26 Septembre 2019 à l'Hôtel FRAMOTEL de KRIBI.

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	FONCTION	ADRESSE	SIGNATURE		
						Jour 1	Jour 2	Jour 3
1	KUENZOB PEHEME Duplex	Yaoundé	DMJ	Secrétaire Exécutif	E-mail : kduplex@yahoo.fr Tél : 677 68 55 12 BP : 31 564 Yaoundé			
2	ABDOULLAH ALHADI NAHANH ALLAHINE	Yaoundé	CAMERAP-PARL	Expert I F E I	E-mail : ABDULLAHNAHANH@camerap.nc.org Tél : 677 53 15 23 BP : 40 38 YDE			
3	HOA MBANG MERLIN	Yaoundé	MINIFIDGI PSILMAE	Coordonne reun	E-mail : merlin2008@yahoo.fr Tél : 699 99 60 34 BP : 3162 Meina Yde			
4	ADENG KIZITO GAHGWAHTLA	Yaoundé	Chambre des Comptes / CS	Participant magistrat	E-mail : KIZITOLAHENG@yahoo.com Tél : 675 42 07 19 BP :			
5	ROTATOC JOUR Frederic A	Yaoundé	ATTIF	Participant Dyrecteur Service	E-mail : FROTATOCJOUR@yahoo.fr Tél : 679 94 66 69 BP :			
*6-	MANGA ESSOLIMA François	Yaoundé	IPAD	Participant	E-mail : essoulima2003@yahoo.fr Tél : 699 35 71 42 BP :			
7	Kemou Jean Berth	Dla	Freedom's Service	President	E-mail : kemouber@yahoo.fr Tél : 675 90 05 07 BP :			

ADIN Africa Development, Interchange Network
AFROLEADERSHIP
Tel: 699 997 093- 222 311 28
mail: afroleadership.org

DMJ
Caroline Claire YAMKEP
Tel: 242 04 51 64 - 670 244 740
BP 31 564 Yaoundé, email: dmj@dmjcm.org

DMJ

Transparency Cameroon,
Tél: 690 98 84 86,
mail: lucain.nyassi@ti-cameroon.org



COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE
CAMEROON - EUROPEAN UNION COOPERATION

Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199
YAOUNDE - CAMEROUN



Fixe: +237 222 232 164
Mobile: +237 677 768 548 - 674 907 447
Email: ascradec@yahoo.com

FICHE DE PRESENCE

Objet : Atelier de Formation des Analyses en Investigations Financières sur les Flux Financiers Illicites (FFI) de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun, Contrat n° CSO-LA/2018/403-694.
Date et Lieu : du 24 - 26 Septembre 2019 à l'Hôtel FRAMOTEL de KRIBI.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	FONCTION	ADRESSE		SIGNATURE		
					Jour 1	Jour 2	Jour 3		
8	ABAYDI OTTOU	Yaoundé	Elofin/ Investir au Cameroun	Journaliste	E-mail : abandiottou@yahoo.fr Tél: 696179104 BP:				
9	Steve Gabin Ganga	Yaoundé	NoxAfrica	Journaliste	E-mail : stevegabinganga@yahoo.fr Tél: 695036003 BP:				
10	Karimé bouvine MANGUE	Douala	Hdi si-came- noen	Journaliste	E-mail : karimébouvine@gmail.com Tél: 677498385 BP:				
11	Blaise Nzupriap Nwafe	Befoussam	Zeni network	Coordonateur Adjoint	E-mail : NZUPIAPOYAHOO.FR Tél: 679353409 BP: 378				
12	NGAH Adèle Zoruphie	Yaoundé	INS	CEA	E-mail : ZORIPHIE@yahoo.fr Tél: 697381886 BP:				
13	VALAIRE BOUGUIE	Yaoundé	VOXAFRICA	JOURNALISTE	E-mail : VALAIRBOUGUIE@GMAIL.COM Tél: 678835120 BP:				
14	ATOH Jean Juvie	Yaoundé	MINISTRE	Statisticien	E-mail : JeanvieveATOH@gmail.com Tél: 695159045 BP:				



ADIN, tél : 677 747 828;
mail: martsou@yahoo.com



AFROLEADERSHIP
Tél: 699 997 093- 222 311 28
mail:afroleadership.org



DMJ
Caroline Claire YANKEP
Tél: 242 04 51 64 - 670 244 740
BP 31 364 Yaoundé, email: dmj@dmjcm.org



Transparency Cameroon,
Tél:690 98 84 86,
mail: lucain.nyassi@ti-cameroun.org



COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE
CAMEROUN - EUROPEAN UNION COOPERATION



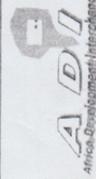
Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (GRADE)
Montée Zoé, Immeuble Express Union, BP: 7199
YAOUNDE - CAMEROUN
Fixe: +237 222 232 164
Mobile: +237 677 768 548 - 674 907 447
Email: ascradec@yahoo.com



FICHE DE PRESENCE

Objet : Atelier de Formation des Analyses en Investigations Financières sur les Flux Financiers Illicites (FFI) de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun, Contrat n° CSO-LA/2018/403-694
Date et Lieu : du 24 - 26 Septembre 2019 à l'Hôtel FRAMOTEL de KRIBI.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	FONCTION	ADRESSE		SIGNATURE		
					Jour 1	Jour 2	Jour 3		
15	DWOUYOU Thomas	Yaoundé	ADIN	CSE	E-mail : t.douyou@adincam.com Tél : 677 77 8104 BP :				
16	ESSAMBE BOME Vincent Ledoux	Yaoundé	INS	chargé d'études	E-mail : ESSAMBEVL@yahoo.fr Tél : 677 98 4574 BP : 134 INS - Yaoundé				
17	Thierry NDOUG	YAE	Journal Intégration	Journaliste	E-mail : ndougtr@yahoofr Tél : 676 2037 09 BP :				
18	Argous Bernard	Yde	PWYP Cameroon	S.T	E-mail : beudongmad@yahoo.fr Tél : 677 45 4796 BP :				
19	NGOUTANU Pascal	Boussa	Stanley Strip	Aspirant Ministre	E-mail : ngoutanu.pascal@yahoo.com Tél : 679 49 0920 BP : 1470				
20	ESSAMBE L'N	Yellé	ACNR	CEO	E-mail : l.essambe@yahoo.com Tél : 678 13 7733 BP :				
21	Philippe NSA	Yaoundé	Barometre Communautaire REC	Journaliste	E-mail : philippe.nsa@hotmai.com Tél : 690 29 5587 BP :				



ADIN, tél : 677 747 828;
mail: martsou@yahoo.com



AFROLEADERSHIP
Tél : 699 997 093 - 222 311 28
mail:afroleadership.org



DMJ
Caroline Claire YANKOP
Tél: 242 04 51 64 - 670 244 740
BP 31 564 Yaoundé, email: dmj@dmjcm.org



Transparency Cameroon,
Tél:690 98 84 86,
mail: lucain.nyassi@ti-cameroun.org



COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE
CAMEROUN - EUROPEAN UNION COOPERATION

Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199
YAOUNDE - CAMEROUN



Fixe : +237 222 232 164
Mobile: + 237 677 768 548 - 674 907 447
Email: ascradec@yahoo.com



FICHE DE PRESENCE

Objet : Atelier de Formation des Analyses en Investigations Financières sur les Flux Financiers Illicites (FFI) de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun, Contrat n° CSO-LA/2018/403-694.
Date et Lieu : du 24 - 26 Septembre 2019 à l'Hôtel FRAMOTEL de KRIBI.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	FONCTION	ADRESSE	SIGNATURE		
						Jour 1	Jour 2	Jour 3
22	SIMEU Francis	Yaoundé	Ti-Cameroun	Projet Management	E-mail : francissimeu@achooof.com Tél : 678 638 68 BP :			
23	ETOGA ERIC	Yaoundé	DMJ	chargé de Programme IF	E-mail : efreric@yahoo.fr Tél : 699 51 56 16 BP :			
24	NKE JOSEPH ANIET	Yaoundé	AFROLEADERSHIP	chargé de programme	E-mail : nkjosephaniet@gmail.com Tél : 688 045 08 BP : 66280			
25	SIBME SIBME Sandrine	Yde	CRADEC	SC	E-mail : Sandrinesibme@zohar.com Tél : 686 29 15 06 BP : 876			
26	Boubokari	Yde	CRADEC	Chauffeur	E-mail : Tél : 677 455 030 BP :			
27	SHEKINSH SAGAY Jeannine Séraphine epse NIGUERN	Jde	CRADEC	CPC	E-mail : seraphine.sagay@gmail.com Tél : 694 44 62 44 / 67 91 73 88 BP : 7199			
28	BOUBA JACOB	Yde	CRADEC	RAF	E-mail : boubajacob@yahoo.fr Tél : 674 90 74 47 BP : 7199 Yde			



ADIN, tél : 677 747 828;
mail: martsou@yahoo.com



AFROLEADERSHIP
Tél: 699 997 093- 222 311 28
mail: afroleadership.org



DMJ
Caroline Claire YANKPE
Tél: 24 204 51 64 - 670 244 740
BP 31 564 Yaoundé, email: dmj@dmjcm.org



Transparency Cameroon
Tél: 690 98 84 86,
mail: lucain.nyassi@ti-cameroun.org



COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE
CAMEROON - EUROPEAN UNION COOPERATION

Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199
YAOUNDE - CAMEROUN



Fixe: +237 222 232 164
Mobile: + 237 677 768 548 - 674 907 447
Email: ascradec@yahoo.com



FICHE DE PRESENCE

Objet : Atelier de Formation des Analyses en Investigations Financières sur les Flux Financiers Illicites (FFI) de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun, Contrat n° CSO-LA/2018/403-694.
Date et Lieu : du 24 - 26 Septembre 2019 à l'Hôtel FRAMOTEL de KRIBI.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	FONCTION	ADRESSE			SIGNATURE			
					E-mail :	Tél :	BP :	Jour 1	Jour 2	Jour 3	
25	ETIENNE SOM PUI.	Yaounde	Avocat		E-mail : sptem@yahoo.fr Tél : 677743846 BP : 12338						
30	BEUM Hermine	Yaounde	Avocate		E-mail : herminebeum@yahoo.fr Tél : 699 94 54 63 BP : 1154 Yaounde						
31	NGANOU SATURAMVINCENT	YAOUNDE	EXPERT INFORMATIQUE	CHEF DE PROJET DIGITAL	E-mail : saturnament@opendatacenter.org Tél : 674.025.015 BP : 8693 YAOUNDE						
32	MARTIN TSOUNKEN	YAOUNDE	ADIN	GENERAL PERFORMANCE	E-mail : martinson@yahoo.com Tél : 696424564 BP : 46407 YAOUNDE						
33	AKOO Rodolphe	KRIBI	Expert	CT n°1	E-mail : 677777050 Tél : 677777050 BP :						
34	NSUTARAYO HAMED	YAOUNDE	Agence E.S.T.C.	Formateur	E-mail : vns@large.com Tél : 651173117 BP :						
35	DOYEN Bernard	Yide	D.A.Y. Cameroon SA		E-mail : bendoyen@yahoo.fr Tél : 677154164 BP :						



ADIN
Africa Development Interchange Network
ADIN tel : 677 747 828;
mail: martsou@yahoo.com



AFROLEADERSHIP
Tel: 699 997 093- 222 311 28
mail: afroleadership.org



DMJ
Caroline Claire VANKEP
Tel: 242 04 51 64 - 670 244 740
BP 31 564 Yaounde, email: dmj@dmjcm.org



Transparency Cameroon
Tel: 690 98 84 86,
mail: lucain.nyassi@ti-cameroun.org



COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE
CAMEROUN - EUROPEAN UNION COOPERATION



Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P: 7199
YAOUNDE - CAMEROUN

Fixe : +237 222 232 164
Mobile: + 237 677 768 548 - 674 907 447
Email: ascradec@yahoo.com



FICHE DE PRESENCE

Objet : Atelier de Formation des Analyses en Investigations Financières sur les Flux Financiers Illicites (FFI) de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun, Contrat n° CSO-LA/2018/403-694.....
Date et Lieu : du 24 - 26 Septembre 2019 à l'Hôtel FRAMOTEL de KRIBI.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	FONCTION	ADRESSE	SIGNATURE		
						Jour 1	Jour 2	Jour 3
36	MBAULT Jean	Yaoundé	CRADEC	Directeur Exécutif	E-mail : mbault@mbault2001@orange.cm Tél : 677768548 B P : 7199 Yaoundé			
					E-mail : Tél : B P :			
					E-mail : Tél : B P :			
					E-mail : Tél : B P :			
					E-mail : Tél : B P :			
					E-mail : Tél : B P :			
					E-mail : Tél : B P :			



ADIN, tél : 677 747 828;
mail: martsou@yahoo.com



AFROLEADERSHIP
Tél: 699 997 093- 222 311 28
mail: afroleadership.org



DMJ
Caroline Claire VANKEP
Tel: 242 04 51 64 - 670 244 740
BP 31 564 Yaoundé, email: dmj@dmj.cm.org



Transparency Cameroon,
Tél:690 98 84 86,
mail: lucain.nyassii@ti-cameroun.org

Contacts Partenaires

- **Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)**

Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199 YAOUNDE - CAMEROUN

Fixe : +237 222 232 164 site web: www.cradec.org E-mail: info@cradec.org

- **Africa Development Interchange Network (ADIN)**

Adin World Center 1114 Street 3351 Melen (Face EMIA);

B.P.:16407 Yaoundé.

M. Thomas Roger OWOUNOU ; Secrétaire Exécutif

Tel : 677 77 81 04 - 699 92 81 69

Email : t.owounou@adinetwork.org

- **AfroLeadership**

Premier Etage, Immeuble face Camtel Biyem-Assi, Yaoundé.

M. Charlie Martial NGOUNOU ; Founder

BP: 16260 Yaoundé, Tel : 699 99 70 93 - 671 05 05 71,

Email : cmngounou@gmail.com

info@afroleadership.org

- **Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ)**

Caroline Claire YANKEP

Tel: 242 04 51 64 - 670 244 740

BP 31 564 Yaoundé,

email: dmj@dmjcm.org

- **Transparency International-Cameroon (TI-C)**

83, Rue 1839, Yaoundé II, Nouvelle Route Bastos,

B.P.: 4562 Yaoundé.

M. Lucain NYASSI ; Directeur Exécutif.

Tel : 653 73 09 82 - 690 98 84 86

Email : lucainyassi@ti-cameroon.org ou lucainyasso@yahoo.fr